



Revue internationale d'éducation de Sèvres

60 | septembre 2012
Le métier de chef d'établissement

L'École d'État conquiert la France : deux siècles de politique scolaire, Jean-Michel Chapoulié

Jean-Michel Chapoulié, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 616 p.

Jean-Pierre Véran



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2465>

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 32-34

ISBN : 978-2-85420-595-4

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jean-Pierre Véran, « *L'École d'État conquiert la France : deux siècles de politique scolaire*, Jean-Michel Chapoulié », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 60 | septembre 2012, mis en ligne le 05 octobre 2012, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2465>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2019.

© Tous droits réservés

L'École d'État conquiert la France : deux siècles de politique scolaire, Jean-Michel Chapoulié

Jean-Michel Chapoulié, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 616 p.

Jean-Pierre Véran

RÉFÉRENCE

L'École d'État conquiert la France : deux siècles de politique scolaire, Jean-Michel Chapoulié, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 616 p.

- 1 « Donner aux établissements secondaires l'intensité de vie collective qui leur fait défaut et qui leur est, à mon avis, absolument nécessaire : leur inspirer le sentiment de leur existence, sentiment qu'ils n'ont guère à l'heure présente ; développer en eux la conscience de leur personnalité ; en faire des organismes réels, vivants, tel est, selon moi, le but à poursuivre. » Cette phrase n'est pas extraite du rapport des inspections générales sur les missions de l'établissement scolaire rédigé en 2006, mais a été prononcée par Raymond Poincaré, le 28 mars 1899, lors de sa déposition devant la commission d'enquête de la chambre des députés sur l'enseignement secondaire masculin (1898-1899).
- 2 À travers cet exemple, on aborde un trait caractéristique de la somme de J.-M. Chapoulié. Ce travail s'inscrit certes dans la continuité de travaux historiques menés notamment par Antoine Prost, avec *L'enseignement en France, 1800-1967* (1968), par Christian Nique, avec *Comment l'École est devenue une affaire d'État* (1990) et le même et Claude Lelièvre, avec *L'école des Présidents* (1995). Ce qui en fait l'originalité profonde tient en trois caractéristiques majeures.
- 3 C'est, d'une part, le choix de l'auteur de s'appuyer sur de longs extraits de témoignages et de documents de la période considérée. Au travers de rapports d'inspecteurs d'académie ou de recteurs, de discours de parlementaires, de ministres et d'élus locaux, de textes épiscopaux, de témoignages recueillis auprès d'anciens élèves formés au siècle dernier, de

mémoires divers, Jean-Michel Chapoulié entreprend de mieux connaître les raisonnements, les représentations et les préoccupations de chacune des époques qu'il étudie.

- 4 C'est, d'autre part, d'attacher une attention particulière aux filières scolaires autres que la filière d'excellence. Il montre ainsi l'impact des filières intermédiaires (primaire supérieur, cours complémentaires, écoles professionnelles) sur l'évolution du secondaire.
- 5 C'est, enfin, de se dégager autant que possible d'une approche normative orientée par des jugements de valeur sur les finalités de l'école, en s'attachant à mettre en perspective les différents éléments qui ont contribué à l'histoire de l'école d'État en France. Ce qui explique le premier angle choisi : celui de s'appuyer sur un très grand nombre de documents permettant de mieux comprendre les représentations à l'œuvre de la troisième à la cinquième République.
- 6 Cette approche renouvelle notre connaissance de deux siècles de politique scolaire en France. Elle apporte un éclairage précieux sur l'enseignement intermédiaire, le primaire supérieur et le projet d'école unique entre 1900 et 1940. Elle relativise un certain nombre de données historiques considérées comme acquises. Il en va ainsi de la place d'Octave Gréard, vice-recteur de l'académie de Paris de 1879 à 1902, à qui on attribue souvent un rôle majeur dans l'organisation des écoles primaires parisiennes : sa démarche s'inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs et marque un moment d'une évolution plus qu'elle n'innove radicalement. Il en va de même du rôle des compagnons de l'Université nouvelle et de leur plan de réforme de l'institution scolaire pour réaliser l'égalité de l'instruction après 1918 : la question de l'égalité devant l'instruction est posée dès la fin du XIX^e par Ferdinand Buisson, Charles Péguy et le mouvement des universités populaires.
- 7 J.-M. Chapoulié fait apparaître, à travers les écrits de chefs d'établissements et d'administrateurs de l'instruction publique, l'importance capitale des effectifs pour l'enseignement public et chacune de ses unités d'enseignement en une période de recul démographique, notamment dans l'enseignement secondaire masculin dont l'effectif stagne, alors que celui du primaire supérieur progresse sous la troisième République. Les chefs d'établissements ont une véritable activité de recruteurs, et quand leur action n'est pas suffisante, ils créent alors des élèves fantômes. C'est là une ligne de force de la politique éducative française : le développement quantitatif de la scolarisation.
- 8 J.-M. Chapoulié souligne, pour relativiser les bornes fixées légalement à la scolarité obligatoire, la réalité de régimes de scolarisation variables. On observe en effet des entrées précoces, comme des entrées tardives, des sorties précoces, comme des sorties tardives, mais aussi des régimes saisonniers, en fonction de la distance, de l'état des routes, de la situation des familles. Il observe un effacement lent du problème du non respect de l'obligation scolaire, la scolarisation entrant dans les mœurs françaises du XX^e siècle entre la fin des années trente et celle des années quarante.
- 9 Il distingue des préoccupations majeures au cours des grandes étapes du développement de l'institution scolaire : celle de l'égalité devant l'instruction, à laquelle s'ajoute celle de la formation de la main-d'œuvre ouvrière, puis celle de l'accès à l'emploi de tous. Ces deux objectifs se sont transformés progressivement à la fin du XX^e siècle en questionnements sur la légitimité de l'école de la République égale et fraternelle à l'aune de ces deux critères.

- 10 Rompant avec des approches de l'histoire de la politique éducative française « statocentrées », J.-M. Chapoulié met en lumière la prise réduite de l'institution centrale, de l'État, sur les évolutions réalisées. Il l'attribue notamment à l'ignorance frappante du détail des organisations scolaires par ceux qui, pour les réformer, sont obnubilés par un aspect du système scolaire à transformer et sous-estiment les réactions en chaîne provoquées par une seule modification sur le système entier et sur ses acteurs. Le mode de recrutement des enseignants les incite par exemple, quelles que soient les orientations pédagogiques officielles, à valoriser les savoirs abstraits et généraux diffusés dans les filières d'excellence. Les résistances de la partie de la population menacée dans son hégémonie sociale par une démocratisation de l'école contrecarrent également les projets politiques de réduction des inégalités face à la formation scolaire. Les comportements de la population à l'égard de l'école comptent au moins autant que les dispositions législatives sur la scolarisation.
- 11 Cela constitue sans doute un acquis de l'étude de J.-M. Chapoulié : en matière de politique éducative, il faut mieux connaître encore les relations de la population à l'école, et non plus s'en tenir à une histoire strictement institutionnelle.
-

INDEX

Mots-clés : politique éducative, politique scolaire

Index géographique : France

AUTEURS

JEAN-PIERRE VÉRAN

Inspecteur d'académie honoraire, formateur associé à l'Université Montpellier 2, où il enseigne notamment les politiques éducatives et la gouvernance des organisations scolaires. Membre du comité de rédaction de la revue internationale d'éducation de Sèvres, il est co-auteur de *Le Conseiller principal d'éducation : de la vie scolaire à la politique éducative* (2^e édition, 2012) et de *De l'emploi du temps aux emplois des temps : pour une approche globale du temps scolaire* (2011), Berger-Levrault.